

COMPTE RENDU DU CONSEIL MUNICIPAL DU 9 NOVEMBRE 2015

Nombre de Conseillers : 19

Présents : 12

Pouvoir : 3

L'an deux mille quinze et le neuf novembre, le Conseil Municipal de la commune de LE THORONET, dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire, à la mairie, sous la présidence de Monsieur UVERNET Gabriel.

PRESENTS : UVERNET Gabriel, Maire, BUISINE Serge, DIETRICH WEISS Elisabeth, BERGEZ Danielle, MARTIN Alain, PELLERIN Annick, Adjoints ; TAXI Odile, ZAMORA Jean-Luc, Conseillers Municipaux délégués ; BERTHIAUX Françoise, BOISBOURDIN Philippe, GARCIA Eric, PALDACCI-UVERNET Antony.

Absents et excusés :

BESSONE Eric (pouvoir à BUISINE Serge)

LAMBERT Eliane (pouvoir à UVERNET Gabriel)

SILVA Alain (pouvoir à GARCIA Eric)

LESUEUR Frédéric

MARTINI Olivier

RONET-YAGUE Delphine

SCHLICHTER Danièle

Désignation du secrétaire de séance : M. BOISBOURDIN Philippe

Monsieur le Maire informe les membres de l'assemblée délibérante que Mme GUILBERT Sandrine, Conseillère Municipale, lui a transmis ce jour sa démission de son mandat municipal. Conformément à la circulaire INT/A/1405029C, la démission de Mme GUILBERT confère la qualité de conseiller municipal à Monsieur MARTINI Olivier.

Adoption du compte rendu : Adopté avec observations :

Mme Odile TAXI apporte une modification à la délibération n° 8 « Convention tripartite Dispositif Intercommunal du Contrat Local d'Accompagnement à la Scolarité LORGUES - ENTRECASTEAUX - LE THORONET 2015-2016 » : il faut lire « CEDIS » et non « CDIS ».

Le CEDIS (Centre Départemental pour l'Insertion Sociale) gère les personnes bénéficiaires du Revenu de Solidarité Active.

Lecture des décisions : Aucune

1. <u>ADOPTION DES MODIFICATIONS STATUTAIRES ET DES COMPÉTENCES DE LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES « CŒUR DU VAR »</u>

Monsieur le Maire expose au Conseil municipal que la commune de Le Thoronet est adhérente à la Communauté de communes « Cœur du Var ».

Les statuts actuels ont été adoptés et arrêtés par le préfet en date du 20 mai 2010.

Compte tenu des évolutions législatives, des modifications statutaires, ainsi que des compétences étaient nécessaires. Monsieur le Maire indique que par délibération n° 2015/82 du 29/09/2015 le Conseil communautaire a adopté les modifications statutaires et des compétences.

Cette délibération a été notifiée à la Commune le 11/10/2015.

Conformément au C.G.C.T, les Communes membres disposent d'un délai de 3 mois pour délibérer sur ces modifications.

Monsieur le Maire donne lecture des statuts.

Monsieur le Maire demande au Conseil municipal de bien vouloir délibérer.

Oui l'exposé de Monsieur le Maire,

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 5211-17 et L 5211-20,

Vu la délibération n° 2015/82 du Conseil communautaire du 29/09/2015 notifiée le 11/10/2015 adoptant les modifications statutaires et des compétences,

Vu les statuts ci annexés,

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal,

DÉCIDE

ARTICLE UNIQUE : D'adopter les statuts de la Communauté de communes « Cœur du Var » ci annexés.

Adopté à l'unanimité

2. <u>AVIS SUR LE PROJET DE SCHÉMA DÉPARTEMENTAL DE LA COOPÉRATION INTERCOMMUNALE (S.D.C.I.)</u>

Vu la loi n° 2010-1563 du 16 décembre 2010 de réforme des collectivités territoriales ;

Monsieur le Maire expose que la loi précitée du 16 décembre 2010 de réforme des collectivités territoriales précise qu'un projet de schéma de coopération intercommunale

(S.D.C.I.) est élaboré par le représentant de l'État dans le département et présenté à la commission départementale de coopération intercommunale (C.D.C.I.).

Conformément aux dispositions de l'article 35 de la loi précitée, ce projet a été adressé, pour avis, aux conseils municipaux des communes et aux organes délibérants des établissements publics de coopération intercommunale.

Les avis recueillis seront, à l'issue de la période de consultation, remis à la C.D.C.I. qui disposera d'un délai de 4 mois pour donner son avis et est habilitée à amender le projet, sous réserve que ses amendements soient adoptés à la majorité des deux tiers des membres.

Le schéma devra être arrêté au plus tard pour le 31 décembre 2015.

M. LE MAIRE donne lecture des statuts et indique que les comptes de la Communauté de Communes Cœur du Var vont évoluer suite à l'adoption de la loi « NOTRE », notamment en ce qui concerne le service de l'eau potable et de l'eau assainie.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal,

DECIDE

ARTICLE UNIQUE : D'émettre un avis favorable sur le projet de schéma départemental de coopération intercommunale.

Adopté à l'unanimité

3. PROJET « ETRE ÉCOLO ACTIF » MAISON DES JEUNES

Mme TAXI donne lecture de la délibération.

La Communauté de Communes Cœur du Var est porteur du projet intitulé « Être écoloactif en Cœur du Var ».

Ce projet a pour but de véhiculer un message général de prévention sur la réduction des déchets en utilisant un support public visible par tous et en laissant libre cours à la créativité des jeunes.

Il s'agit de la personnalisation et appropriation d'un mur communal pour véhiculer un message zéro déchet, zéro gaspillage.

Le projet de la maison des jeunes du Thoronet a été retenu et il convient de définir le support public visible par tous, sur lequel les jeunes pourront s'exprimer sur cette thématique.

Les jeunes thoronéens seront accompagnés par une dessinatrice qualifiée, un animateur de la Communauté de Communes Cœur du Var ainsi que des encadrants de la maison des jeunes.

Le projet visuel sera soumis à la municipalité, présente à chaque étape. L'action se déroulera d'ici juin 2016.

Il convient dès lors de déterminer le lieu de réalisation du projet, sont proposés :

- le transformateur (boulevard du 17 août 1944)
- le mur de l'école maternelle donnant sur le city stade
- le mur du lavoir
- le mur boulevard du 17 août 1944 (mur jaune)

Mme BERTHIAUX demande si une maquette existe déjà. Mme TAXI lui répond que rien n'a encore été validé.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal,

DECIDE

ARTICLE UNIQUE : Que l'implantation du projet 2016 « Être écoloactif en Cœur du Var » sera le mur boulevard du 17 août 1944.

Adopté à l'unanimité

4. CRÉATION D'EMPLOI – VACATAIRE

Mme TAXI donne lecture de la délibération.

Vu la Loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires,

Vu la Loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale, notamment son article 38d,

Vu le Décret n° 88-145 du 15 février 1988, relatif aux agents non titulaires,

Vu le Budget Communal,

Vu la délibération du 28/09/2015 portant sur la Convention tripartite « Dispositif Intercommunal du Contrat Local d'Accompagnement à la Scolarité LORGUES – ENTRECASTEAUX – LE THORONET 2015-2016 », au sein de laquelle est prévue, article 6, la possibilité de faire appel à un contrat de vacataire à hauteur maximum de 110 heures (55 séances de 2 heures).

Considérant que le poste de vacataire a pour objet d'assister ponctuellement l'agent en charge du Contrat Local d'accompagnement à la Scolarité (C.L.A.S.).

Considérant qu'il s'agit d'un besoin spécifique et ponctuel à caractère discontinu et uniquement exprimé de novembre 2015 à juillet 2016.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal,

DECIDE

ARTICLE PREMIER : De créer un emploi de vacataire au sein de la commune de Le Thoronet et de charger Monsieur le Maire de procéder au recrutement.

ARTICLE SECOND : De spécifier que la personne recrutée ne travaillera qu'en cas de besoin et sur demande expresse de Monsieur le Maire, à hauteur maximum de 110 heures entre novembre 2015 et juillet 2016.

ARTICLE TROISIÈME : De préciser que la rémunération à la vacation qui interviendra, après service fait, se basera sur le taux horaire du SMIC.

Adopté à l'unanimité

5. AVIS SUR LE RAPPORT ANNUEL 2014 DU SYMIELECVAR

Vu le C.G.C.T. notamment son article L 5211-39,

Considérant la communication du rapport d'activités 2014 du SYMIELEC VAR, syndicat mixte fermé regroupant 127 communes et ayant pour objet de concéder la distribution d'énergie sur l'ensemble de son territoire.

Conformément à l'article L5211-39 du code général des collectivités territoriales, il appartient au Maire de présenter à l'assemblée délibérante un rapport annuel de l'établissement de coopération intercommunale en séance publique au cours de laquelle les délégués de la commune à l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale sont entendus.

Monsieur le Maire expose que le Syndicat Mixte de l'Energie des Communes du Var (SYMIELECVAR) est né en mars 2001, de la volonté de regroupement de quelques communes du département du VAR sous l'égide de l'Association des Maires du VAR, pour permettre une organisation et une gestion efficace dans le domaine de la distribution publique de l'énergie électrique.

Il laisse le soin à Monsieur MARTIN Alain de présenter le rapport d'activités.

M. MARTIN : « Le SYMIELECVAR a été créé en 2002, 127 Communes varoises sur 153 sont adhérentes à ce syndicat.

Le SYMIELECVAR est l'autorité concédante habilitée à concéder la distribution d'énergie sur l'ensemble de son territoire.

Le SYMIELECVAR assure les missions suivantes : le contrôle de concession, la maîtrise d'ouvrage des travaux d'effacement des lignes électriques ; la gestion et le contrôle de la taxe électrique ; la production d'énergie photovoltaïque ; la distribution publique du Gaz ; les communications électroniques ; la maîtrise de l'énergie ; la création, l'entretien et l'exploitation des infrastructures de charge nécessaires à l'usage des véhicules électriques hybrides rechargeables et la maintenance des réseaux d'éclairage public ».

M. LE MAIRE : « En 2002, M. NICOLETTI, Président de l'association des Maires du Var, M. MENU, Maire de Solliès-Toucas et moi-même étions à l'initiative de la création du SYMIELECVAR. A départ, une dizaine de Communes nous avaient rejoints pour atteindre ensuite le chiffre de 127 ».

M. MARTIN : « Le SYMIELECVAR assure le contrôle des concessions (tous les réseaux électriques sont de la responsabilité des Communes sauf les réseaux R.G.) qui doivent les gérer.

Il faut contrôler que ce qui est prévu entre E.R.D.F. et les Communes (dans le cahier des charges) soit effectivement réalisé.

Le SYMIELECVAR s'assure également qu'E.R.D.F. reverse bien les redevances R1 (fonctionnement) et R2 (investissement) au SYMIELECVAR et aux Communes. De même, il y a un contrôle des coupures et chutes de tension qui ne doivent pas dépasser le seuil fixé.

Ils prennent également en compte les réclamations des clients qui peuvent être réalisées auprès de la Commune qui relayera la difficulté.

Le SYMIELECVAR est également chargé de réaliser le montage des marchés publics pour effectuer l'enfouissement des réseaux (France télécom, basse tension/ moyenne tension, éclairage public) à des coûts abordables.

Le SYMIELECVAR s'est chargé de réaliser un marché public groupé de l'énergie.

Il existe plusieurs tarifs, le bleu pour la plupart des administrés puis le jaune et le vert (ex : forage).

A partir du 1er janvier 2016, ces tarifs jaunes et verts sont libérés et ouverts à la concurrence. Le marché public a été lancé et G.D.F. Suez a été retenu pour trois ans. Une économie de factures de 16 % sera réalisée pour les tarifs jaunes (école) et verts (forage Ste Croix) de la Commune ».

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal,

DECIDE

ARTICLE UNIQUE : De donner un avis favorable au rapport d'activité du SYMIELECVAR 2014.

Adopté à l'unanimité

<u>6. REDEVANCES DUES AUX COMMUNES POUR L'OCCUPATION PROVISoire DE LEUR DOMAINE PUBLIC PAR LES CHANTIERS DE TRAVAUX SUR LES RÉSEAUX D'ÉLECTRICITÉ OU DE GAZ</u>
--

Monsieur le Maire fait part de la parution au journal officiel du décret n°2015-334 du 25 mars 2015 fixant le régime des redevances dues aux Communes et aux Départements pour l'occupation provisoire de leur domaine public par les chantiers de travaux sur des ouvrages des réseaux de transport et de distribution d'électricité et de gaz et aux canalisations particulières d'énergie électrique et de gaz. Dans l'hypothèse où ce type de

chantier interviendrait ou que les conditions d'application du décret précité auraient été satisfaites permettant d'escompter la perception de la redevance, l'adoption de la présente délibération permettrait dès lors de procéder à la simple émission d'un titre de recettes.

Il propose au Conseil :

- De décider d'instaurer ladite redevance pour l'occupation provisoire de leur domaine public par les chantiers de travaux sur des ouvrages des réseaux de transport et de distribution d'électricité et de gaz ;
- D'en fixer le mode de calcul, conformément au décret n°2015-334 du 25 mars 2015, en précisant que celui-ci s'applique au plafond réglementaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal,

DECIDE

ARTICLE UNIQUE : D'adopter la proposition qui lui est faite concernant l'instauration de la redevance pour l'occupation du domaine public par les chantiers provisoires de travaux sur des ouvrages des réseaux de transport et de distribution d'électricité et de gaz.

Cette mesure permettra de procéder à l'établissement du titre de recettes au fur et à mesure qu'auront été constatés des chantiers éligibles à ladite redevance.

Adopté à l'unanimité

7. AVIS SUR LE PLAN DÉPARTEMENTAL DES ITINÉRAIRES DE PROMENADE ET DE RANDONNÉE

Monsieur le Maire expose au conseil municipal que le Département du Var a établi le Plan Départemental des Itinéraires de Promenade et de Randonnée (P.D.I.P.R.), institué selon la loi n°83 663 du 22 juillet 1983.

Dans ce cadre, le Département du Var et le futur gestionnaire de l'itinéraire (désignation de la commune, intercommunalité, association) proposent un itinéraire de randonnée pédestre pouvant servir de support également à la randonnée équestre et vélo tout terrain, qui traverse le territoire de la commune en empruntant une partie de notre voirie.

Conformément à la loi du 22 juillet 1983 précitée, le conseil municipal est appelé à émettre un avis sur le projet et à désigner les chemins ruraux pour lesquels il accepte l'inscription au Plan départemental d'Itinéraires de Promenade et de Randonnée.

Monsieur le Maire informe le conseil municipal que les chemins ruraux inscrits au Plan ne pourront être aliénés voire supprimés que dans la mesure où la continuité des itinéraires est préservée, soit par le maintien du droit de passage, soit par la mise en place d'un itinéraire de substitution adapté à la promenade et à la randonnée, et ce, en accord avec le Département.

L'itinéraire, pour être intégrés au P.D.I.P.R., doit préalablement se conformer à un ensemble de critères définis par le Département (Critères techniques, Maîtrise Foncière et conventions d'autorisation, délibération de la commune). Sous respect de ces critères, le Département intégrera par délibération les itinéraires au P.D.I.P.R.

Par ailleurs, la sécurité des usagers devant être assurée sur ces itinéraires, il est demandé aux communes concernées de prendre les mesures nécessaires à cette fin.

Compte tenu de l'intérêt que présente le passage de ces itinéraires dans le cadre de la mise en valeur et de la découverte de notre commune.

Vu la loi n°83-663 du 22 juillet 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat notamment à la section 5 : De l'environnement et de l'action culturelle,

Vu le décret n°86-197 du 6 janvier 1986 relatif à la date d'entrée en vigueur du transfert de compétences aux départements prévu par la loi du 22 juillet 1983 en matière d'itinéraires de promenade et de randonnée,

Vu la circulaire du 30 août 1988 relative aux Plans Départementaux des Itinéraires de Promenade et de Randonnée (P.D.I.P.R.),

Vu les dispositions relevant des articles L.361-1 et L.365-1 du code de l'Environnement par lesquelles le Département est compétent pour établir un Plan Départemental des Itinéraires de Promenade et de Randonnée, afin notamment de faciliter la découverte du patrimoine naturel à travers la pratique de la randonnée non motorisée,

Vu la délibération n° A22 du Conseil Départemental du 18 décembre 2014 encadrant la politique départementale pour le développement de la randonnée dans le Var,

M. ZAMORA souhaite être informé des itinéraires empruntant des forêts municipales.

Mme BERTHIAUX se fait confirmer que l'information portant sur ces itinéraires sera disponible à l'office de tourisme.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal,

DECIDE

ARTICLE PREMIER : De donner un avis simple favorable, sur l'ensemble du tracé du plan départemental des itinéraires de promenade et de randonnée.

Les chemins concernés sont : Chemin rural dit Le Château, chemin rural dit des Gazans aux Camails, chemin rural dit de Ste Croix aux Camails, chemin rural dit du Pételin au Villard, chemin rural dit du Moutas au Clapier et chemin rural du Pételin au Pont d'Argens.

ARTICLE SECOND : De donner un avis conforme favorable, concernant les chemins ruraux de la commune inscrits au plan départemental des itinéraires de promenade et de

randonnée. Les extraits de planches cadastrales concernant ces chemins ruraux sont annexés à la présente délibération.

ARTICLE TROISIÈME : De s'engager, en ce qui concerne les chemins ruraux :

- À ne pas aliéner les sentiers inscrits au plan ;
- À préserver leur accessibilité (pas de clôture) ;
- À prévoir la création d'itinéraires de substitution en cas de modifications consécutives à toute opération foncière et en informer le Département ; ces itinéraires de substitution devant présenter un intérêt au moins égal du point de vue de la promenade et de la randonnée ;
- À maintenir la libre circulation pédestre, équestre et cyclotouriste ;
- À accepter le balisage conforme à la Charte Officielle du balisage de la Fédération Française de la Randonnée Pédestre ;
- À ne pas goudronner les sentiers inscrits au Plan.

Pour l'ensemble des itinéraires inscrits, la commune s'engage à :

- Autoriser le Département et ses partenaires (Associations : Agence de Développement Touristique, Comité Départemental de Randonnée Pédestre, Parc Naturel Régional) à mettre en place des outils de valorisation et de promotion des itinéraires inscrits au Plan (Fiches randonnée, guide de randonnée, cartes...) ;
- Assurer l'entretien des itinéraires inscrits afin de garantir le maintien d'une offre de qualité selon les critères définis pour les itinéraires inscrits au P.D.I.P.R.
- A ne pas baliser ou autoriser le balisage ou le re-balisage d'autres circuits, en superposition avec l'itinéraire sans en informer le Département afin d'éviter toute confusion.
- Solliciter le Département pour la mise en place de la signalétique directionnelle afin de garantir une cohérence de la signalétique départementale sur les différents territoires.

Le Département assurant la définition et la mise en place de celle-ci.

Adopté à l'unanimité

**8. RENOUVELLEMENT DE LA CONVENTION D'EXPLOITATION DE LA
FOURRIÈRE ANIMALE AVEC LA SOCIÉTÉ PROTECTRICE DES
ANIMAUX**

Vu l'article L 2212-2 (7°) du C.G.C.T.,

Vu l'article L 211-22 du code rural,

Vu l'article L 211-24 du code rural,

Monsieur le Maire expose au Conseil municipal qu'il est responsable de la prévention des troubles causés par des animaux errants dans sa commune et qu'il se doit de prendre « toutes dispositions propres à empêcher la divagation des chiens et des chats » (L 211-22 du code rural), y compris leur saisie et leur conduite à la fourrière.

Il convient de rappeler qu'en application de l'article L 211-24 du code rural, chaque commune doit disposer d'une fourrière ou réaliser une convention à cette fin.

Ainsi, Monsieur le maire donne lecture du projet d'avenant au projet de convention initiale de fourrière, présenté par la Société Protectrice des Animaux., ayant pour objet le renouvellement de prise en charge des animaux errants au refuge de Flayosc au tarif modifié.

Il est rappelé que seuls les services municipaux, pourront se prévaloir du bénéfice de cette convention.

La redevance annuelle est fixée :

à 1,11 euros par habitant à compter du 1^{er} janvier 2016, (pour mémoire 1,09 en 2015),

à 1,13 euros par habitant à compter du 1^{er} janvier 2017,

à 1,15 euros par habitant à compter du 1^{er} janvier 2018.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal,

DECIDE

ARTICLE PREMIER : De conclure l'avenant à la convention de refuge-fourrière avec la Société Protectrice des Animaux, renouvelable deux ans par décision expresse,

ARTICLE SECOND : D'autoriser Monsieur le Maire à signer la dite-convention et de réaliser l'ensemble des démarches administratives qui en sont induites.

Adopté à l'unanimité

9. MODIFICATION DES TARIFICATIONS DES CONCESSIONS ET DU COLUMBARIUM DANS LE CIMETIÈRE COMMUNAL

M. BUISINE donne lecture de la délibération.

Vu les articles R 2223-11 et R 2223-23-2 du code général des collectivités territoriales (C.G.C.T.),

Vu la délibération du 03/03/2003 portant sur les tarifs des concessions du cimetière communal et du columbarium,

Vu la délibération du 05/04/2004 portant la modification des tarifs des concessions du cimetière communal,

Vu la délibération du 07/11/2005 portant la redéfinition des surfaces des concessions futures,

Monsieur Serge BUISINE expose aux membres de l'assemblée délibérante que les tarifs de concessions du cimetière communal et du columbarium de la Commune du Thoronet n'ont plus fait l'objet de modification de puis le 5 avril 2004.

Il convient dès lors de les modifier.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal,

DECIDE

ARTICLE PREMIER : De fixer les tarifs comme suivant :

TYPE DE CONCESSION	INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES	NOUVELLE TARIFICATION
Concession cinquantenaire	Dimension de 2,50 m ² (1m x 2.50m)	650 €
	Dimension de 5 m ² (2m x 2.50m)	1 300 €
Concession trentenaire	Dimension de 2m ² (1m x 2m)	300 €

TYPE DE CONCESSION	INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES	NOUVELLE TARIFICATION
Case du columbarium (durée de 15 ans)	Case contenant deux (2) urnes	200 €
	Case contenant quatre (4) urnes	300 €

ARTICLE SECOND : Que la présente délibération s'applique à compter du 1^{er} décembre 2015.

Adopté à l'unanimité

10. RENÉGOCIATION DE L'EMPRUNT DE LA COMMUNE, PRÊT N° 00600566715 AUPRÈS CRÉDIT AGRICOLE PROVENCE CÔTE D'AZUR

M. BUISINE donne lecture de la délibération.

Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal que la Commune a sollicité la Caisse Régionale de Crédit Agricole Provence Côte d'Azur pour le réaménagement de sa dette

dans cet établissement. L'emprunt susceptible de faire l'objet d'une renégociation est le suivant :

- Emprunt n° 00600566715 du 11/07/2011 d'un montant initial de 100 000 €, au taux initial de 4,73 %

Le Crédit Agricole se déclare favorable à un réaménagement des concours avec réintégration des frais de réaménagement induisant une diminution du taux d'intérêt et a communiqué la proposition suivante.

Date d'effet réaménagement	10/12/2015
Capital restant dû	83 000 euros
Frais de réaménagement	5 000 euros réintégrés dans le capital
Nouveau capital	88 000 €
Nouveau taux	3,07 %
Durée du prêt	Inchangée
Périodicité de remboursement	Inchangée
Type d'échéances	Inchangées
Frais de dossier	100 € (à régler par la commune avant le 10/12/2015)

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal,

DECIDE

ARTICLE PREMIER : De réaménager le prêt n°00600566715 auprès du Crédit Agricole aux conditions énumérées ci-dessus,

ARTICLE SECOND : De mandater Monsieur le Maire pour réaliser cette opération de réaménagement pour l'emprunt précité et de faire le nécessaire auprès de l'établissement de crédit.

Adopté à l'unanimité

11. <u>RENÉGOCIATION DE L'EMPRUNT DE LA COMMUNE, PRÊT N°00600675981 AUPRÈS CRÉDIT AGRICOLE PROVENCE CÔTE D'AZUR</u>
--

M. BUISINE donne lecture de la délibération.

Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal que la Commune a sollicité la Caisse Régionale de Crédit Agricole Provence Côte d'Azur pour le réaménagement de sa dette dans cet établissement. L'emprunt susceptible de faire l'objet d'une renégociation est le suivant :

- Emprunt n° 00600675981 du 04/08/2012 d'un montant initial de 100 000 €, au taux initial de 5,77 %

Le Crédit Agricole se déclare favorable à un réaménagement des concours avec réintégration des frais de réaménagement induisant une diminution du taux d'intérêt et a communiqué la proposition suivante.

Date d'effet réaménagement	10/12/2015
Capital restant dû	83 750 euros
Frais de réaménagement	8 900 euros réintégrés dans le capital
Nouveau capital	92 650 €
Nouveau taux	2,81 %
Durée du prêt	inchangée
Périodicité de remboursement	inchangée
Type d'échéances	inchangées
Frais de dossier	100 € (à régler par la commune avant le 10/12/2015)

M. BOISBOURDIN : « Pourquoi y a t-il un réaménagement différent entre les deux emprunts ? ».

M. BUISINE : « Je souhaitais au départ un regroupement mais ils ne l'ont pas souhaité ».

M. GARCIA : « Il y a une distinction qui est établie certainement au regard du taux initial et de la durée du prêt ».

M. BUISINE confirme les propos de M. GARCIA.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal,

DECIDE

ARTICLE PREMIER : De réaménager le prêt n°00600675981 auprès du Crédit Agricole aux conditions énumérées ci-dessus,

ARTICLE SECOND : De mandater Monsieur le Maire pour réaliser cette opération de réaménagement pour l'emprunt précité et de faire le nécessaire auprès de l'établissement de crédit.

Adopté à l'unanimité

12. RENÉGOCIATION DES EMPRUNTS DE LA COMMUNE, PRÊTS N° MIN137483EUR, N°MIN260540EUR ET N° MIS152811EUR AVEC LA S.F.I.L.

Monsieur BUISINE rappelle que pour refinancer les contrats de prêt ci-après, qui subissent un taux, il est opportun de recourir à un emprunt d'un montant global de 567 282,92 euros.

Après avoir pris connaissance de l'offre de financement de la Caisse Française de Financement Local et des conditions générales version CG-CAFFIL-2015-06 y attachées, il est proposé pour stabiliser la dette de substituer aux trois contrats à taux variable avec une date et une durée différente, un seul contrat à taux fixe.

L'indemnité compensatrice dérogatoire indicative a été supprimée au cours des négociations (il s'agissait de : 13 654.40 €) et les rompus indicatifs ont connu une baisse de 688,36 à 312 €.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal,

DECIDE

ARTICLE PREMIER : Principales caractéristiques du contrat de prêt

- **Prêteur** : CAISSE FRANÇAISE DE FINANCEMENT LOCAL
- **Emprunteur** : COMMUNE DU THORONET
- **Score Gissler** : 1A
- **Montant du contrat de prêt** : 567 282,92 EUR
- **Durée du contrat de prêt** : 12 ans et 7 mois
- **Objet du contrat de prêt** : à hauteur de 567 282,92 EUR, refinancer, en date du 15/12/2015, les contrats de prêt ci-dessous :

Numéro du contrat de prêt refinancé	Numéro de prêt	Score Gissler	Capital refinancé
MIN137483EUR	001	1A	230 873,88 €
MIN260540EUR	001	1A	165 625,00 €
MIS152811EUR	001	1A	170 784,04 €
Total des sommes refinancées			567 282,92 €

Le contrat de prêt de refinancement est autonome des contrats de prêt refinancés et est exclusivement régi par ses stipulations.

L'emprunteur est redevable au titre du refinancement desdits contrats de prêt des sommes ci-après exigibles le 15/12/2015 :

Numéro du contrat de prêt refinancé	Numéro de prêt	Intérêts courus non échus	Rompus
MIN137483EUR	001	713,66 €	283,67 €
MIN260540EUR	001	51,41 €	14,08 €
MIS152811EUR	001	92,51 €	14,60 €
Sous-total		857,58 €	312,35 €
Total dû à régler à la date d'exigibilité		1 169,93 €	

Tranche obligatoire à taux fixe du 15/12/2015 au 01/07/2028

Cette tranche obligatoire est mise en place lors du versement des fonds.

- **Montant** : 567 282,92 EUR
- **Versement des fonds** : 567 282,92 EUR réputés versés automatiquement le 15/12/2015
- **Taux d'intérêt annuel** : taux fixe de 1,41 %
- **Base de calcul des intérêts** : mois de 30 jours sur la base d'une année de 360 jours
- **Échéances d'amortissement et d'intérêts** : périodicité mensuelle
- **Mode d'amortissement** : constant
- **Remboursement anticipé** : autorisé pour tout ou partie du montant du capital restant dû, moyennant le paiement d'une indemnité actuarielle

ARTICLE SECOND : Étendue des pouvoirs du signataire

Le représentant légal de l'emprunteur est autorisé à signer l'ensemble de la documentation contractuelle relative au contrat de prêt décrit ci-dessus à intervenir avec la Caisse Française de Financement Local, et est habilité à procéder ultérieurement, sans autre délibération et à son initiative, aux diverses opérations prévues dans le contrat de prêt et reçoit tous pouvoirs à cet effet.

Adopté à l'unanimité

**13. ANNULATION DE LA DÉLIBÉRATION DU 04/04/2012 PORTANT SUR
« EXONÉRATION TAXE FONCIÈRE EN FAVEUR DES TERRAINS
AGRICOLES EXPLOITÉS EN AGRICULTURE BIOLOGIQUE »**

Le Maire du Thoronet expose les dispositions de l'article 1395 G du code général des impôts permettant au conseil municipal d'exonérer de la taxe foncière sur les propriétés

non bâties, pendant une durée de cinq ans, les propriétés non bâties classées dans les premières, deuxième, troisième, quatrième, cinquième, sixième, huitième et neuvième catégories définies à l'article 18 de l'instruction ministérielle du 31 décembre 1908 lorsqu'elles sont exploitées selon le mode de production biologique prévu au règlement (CE) n°83 4 / 2007 du Conseil, du 28 juin 2007, relatif à la production biologique et à l'étiquetage des produits biologiques et abrogeant le règlement (CEE) n°2092 / 91.

Vu l'article 113 de la loi n°2008-1425 du 27 décembre 2008 de finances pour 2009,

Vu l'article 1395 G du code général des impôts,

Vu la délibération du conseil municipal du Thoronet en date du 04/04/2012 instituant l'Exonération Taxe foncière en faveur des terrains agricoles exploités en Agriculture biologique.,

Considérant qu'il n'y a pas lieu d'établir de distinction entre les modes d'exploitations des terrains agricoles qu'ils soient conventionnels ou en agriculture biologique,

M. GARCIA demande « Quelle est la motivation de cette délibération ? En effet, il s'agit là de renoncer à encourager l'agriculture biologique. Il y aura bientôt la COP 21 et une politique est menée actuellement en faveur de l'environnement. Faut-il mettre en balance la santé des gens, des agriculteurs thoronéens ? ».

M. LE MAIRE indique être à la recherche de toute recette financière ; en effet, il souhaite informer le Conseil Municipal d'un courrier reçu par les Sapeurs-Pompiers du Var, le 3 novembre dernier, portant sur la répartition des charges contributives des Communes et E.P.C.I au fonctionnement du S.D.I.S. et notamment le rééquilibrage de ces dernières.

« Le montant de la Commune du Thoronet augmente en 3 ans de 300%, passant de 25 787 € en 2015 à 83 237 € en 2018 .On nous demande de prélever les administrés pour payer le SDIS du Département, il n'a qu'à le prélever lui-même ; aujourd'hui, le Maire de CABASSE a fait part de son refus de payer en l'état les sommes annoncées.

Faudra t-il envisager d'augmenter les impôts juste pour payer l'augmentation du SDIS ? On souhaite éviter les niches fiscales et les abroger. Autre exemple : le Syndicat Mixte Argens veut prélever 40 € par habitant. Il s'agit là encore d'une nouvelle dépense.

En outre, en réponse à la question de Monsieur BOISBOURDIN, Monsieur le Maire lui indique qu'aujourd'hui, l'agriculteur en culture biologique au Thoronet, n'est pas impacté car il est installé depuis plus de 5 ans. Il s'agit d'une délibération pour les prochaines installations.

Mme TAXI : « Avez vous fait remonter cette problématique au Département ? ».

M. LE MAIRE « Lorsque j'ai abordé le sujet, le Conseiller Départemental s'est énervé. Le président de l'association des Maires du Var a participé aux travaux de cette proposition ».

M. MARTIN : « Il faut que tous participent ; il faut que le Département cherche chez lui à faire des économies.

Il est aberrant que par le fait que le Département n'augmente pas ses impôts nous aurons l'obligation de le faire ».

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal,

DECIDE

ARTICLE PREMIER : D'assujettir à la taxe foncière sur les propriétés non bâties, les propriétés non bâties Classées dans les première, deuxième, troisième, quatrième, cinquième, sixième, huitième et neuvième catégories définies à l'article 18 de l'instruction ministérielle du 31 décembre 1908, et exploitées selon le mode de production biologique prévu au règlement (CE) n°834 / 2007 du Conseil, du 28 juin 2007, relatif à la production biologique et à l'étiquetage des produits biologiques et abrogeant le règlement (CEE) n°2092 / 91.

ARTICLE SECOND : D'annuler dès lors la délibération du 4 avril 2012 portant « Exonération Taxe foncière en faveur des terrains agricoles exploités en Agriculture biologique ».

ARTICLE TROISIÈME : De charger le Maire de notifier cette décision aux services préfectoraux.

Adopté à la majorité des membres présents

(Contre : par procuration : M. Eric BESSONE)

(Abstentions : M. BOISBOURDIN, Mme BERTHIAUX, M. GARCIA et son pouvoir)

**14. TAXE FONCIÈRE SUR LES PROPRIÉTÉS NON BÂTIES –
ANNULATION DU DÉGRÈVEMENT DE LA TAXE AFFÉRENTE AUX
PARCELLES EXPLOITÉES PAR DE JEUNES AGRICULTEURS**

Monsieur Le Maire expose les dispositions de l'article 1647-00 bis du code général des impôts permettant au conseil municipal d'accorder un dégrèvement de 50%, pour une durée qui ne peut pas excéder 5 ans, de la taxe foncière sur les propriétés non bâties afférente aux parcelles exploitées par les jeunes agriculteurs :

- installés à compter du 1er janvier 1995 et bénéficiaires de la dotation d'installation ou des prêts à moyen terme spéciaux prévus par les articles D. 343-9 à D. 343-16 du code rural et de la pêche maritime,
- installés à compter du 1er janvier 2001 et qui ont souscrit un contrat territorial d'exploitation dans les conditions définies aux articles L. 311-3, L. 341-1, R. 311-2, R. 341-7 à R. 341-13 et R. 341-14 à R. 341-15 du même code.

Il rappelle que ce dégrèvement de 50% est à la charge de la collectivité qui l'accorde et qu'il complète le dégrèvement de droit de 50% pris en charge par l'Etat.

Vu l'article 1647-00 bis du code général des impôts,

Considérant la délibération du 26 juin 1997 portant « Exonération de certains impôts directs locaux » notamment en son article 3 le dégrèvement de la taxe afférente aux parcelles exploitées par de jeunes agriculteurs.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal,

DECIDE

ARTICLE PREMIER : D'assujettir à la taxe foncière sur les propriétés non bâties, les parcelles exploitées par de jeunes agriculteurs.

ARTICLE SECOND : D'annuler uniquement l'article 3^{ème}, inscrit au sein de la délibération du 26 juin 1997 portant « Exonération de certains impôts directs locaux » s'agissant du dégrèvement au profit des parcelles exploitées par les jeunes agriculteurs.

ARTICLE TROISIÈME : De charger le Maire de notifier cette décision aux services préfectoraux.

Adopté à la majorité des membres présents

(Contre : par procuration M. BESSONE, Mme BERTHIAUX, M. GARCIA et son pouvoir)

<p><u>15. MISE EN APPLICATION DE LA TAXE D'HABITATION SUR LES LOGEMENTS VACANTS</u></p>
--

Vu l'article 1407 bis du code général des impôts,

Monsieur le Maire expose aux membres du conseil municipal que le code général des impôts prévoit la possibilité pour les communes d'assujettir à la taxe d'habitation pour la part communale les logements demeurés vacants depuis plus de 2 ans au 1er janvier de l'année d'imposition.

Les logements vacants visés par la taxe d'habitation doivent être à usage d'habitation, clos, couvert et pourvu d'éléments de confort minimum (installation électrique, eau courante, équipement sanitaire).

Un logement vacant est un logement inhabité et vide de meubles, ou pourvu d'un mobilier insuffisant pour en permettre l'occupation, et donc non soumis à la taxe d'habitation.

La durée de vacance s'apprécie à l'égard du même propriétaire. Ainsi, le décompte du nouveau délai de vacance de 2 ans s'effectue à partir du 1er janvier de l'année qui suit celle de l'acquisition ou de l'obtention du logement (succession par exemple).

La base d'imposition correspond alors à la valeur locative du logement (la même que celle retenue pour la taxe d'habitation) ; cette base ne fait l'objet d'aucun allègement.

Les exonérations à la T.H.L.V. sont les suivantes :

- Logement vacant indépendamment de votre volonté (par exemple, logement mis en location ou en vente au prix du marché mais ne trouvant pas preneur ou acquéreur)
- Logement occupé plus de 90 jours de suite (3 mois) au cours d'une année

- Logement nécessitant des travaux importants pour être habitable (par exemple, réfection complète du chauffage). En pratique, le montant des travaux doit dépasser 25 % de la valeur du logement.
- Résidence secondaire meublée soumise à la taxe d'habitation

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal,

DECIDE

ARTICLE PREMIER : Décide d'assujettir les logements vacants à la taxe d'habitation.

ARTICLE SECOND : Charge le Maire de notifier cette décision aux services préfectoraux.

Adopté à l'unanimité

<u>16. DEMANDE DE SUBVENTION AUPRÈS DE L'ETAT SUITE AUX INTEMPÉRIES DU 3 OCTOBRE 2015</u>
--

Monsieur le Maire expose au Conseil municipal, qu'à la suite des inondations du 3 octobre dernier, la Préfecture du Var propose la constitution d'un dossier de demande de subvention pour les biens non assurables des collectivités territoriales pour lesquels la solidarité nationale est susceptible d'intervenir.

La Commune du Thoronet a été affectée par ces intempéries et a pu bénéficier de la reconnaissance de territoire en état de catastrophes naturelles.

Monsieur le Maire propose à l'assemblée délibérante de solliciter l'aide de l'Etat pour l'obtention d'une subvention au titre du dispositif précité pour financer les travaux d'urgence liés aux intempéries.

Vu l'arrêté interministériel du 7 octobre 2015 portant reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle pour 18 communes varoises dont le Thoronet (NOR: INTE1523560A),

Considérant les dégâts subis par le territoire, causés par les pluies diluviennes du 3 octobre dernier,

Considérant que les voies du domaine communal ont été endommagées et n'entrent pas dans la catégorie des biens assurables,

Considérant l'urgence de sécuriser ces dernières,

M. le MAIRE indique qu'il souhaitait faire entendre à l'association des Maires du Var que les sommes récoltées par l'association devaient être réparties en fonction des dégâts entre les communes varoises et alpes maritimes. A ce jour, seules celles des Alpes Maritimes sont visées par ce plan.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal,

DECIDE

ARTICLE PREMIER : De solliciter l'aide de l'Etat au titre du dispositif exceptionnel de solidarité pour lui permettre de financer les travaux d'urgence causés par les intempéries,

ARTICLE SECOND : De charger Monsieur le Maire de constituer le dossier d'aide.

Adopté à l'unanimité

<u>INFORMATIONS DIVERSES</u>

Information de M. LE MAIRE :

- Une réunion de préparation pour les Elus, aux élections régionales, aura lieu le Vendredi 1^{er} décembre 2015 à 18h00.

Information de Mme PELLERIN :

- Compte rendu de la réunion des Commerçants, artisans, professions libérales et tous les professionnels.
C'est une association nouvelle qui souhaite faire vivre le village et demande qu'il y ait une meilleure communication entre elle et la Commune.
Cette dernière souhaite une signalétique avec les numéros de téléphone, mais en investissement cela revient trop cher. Les commerçants demandent à en payer une partie.
Les camping-cars se garent devant l'Intermarché ce qui en empêche la visibilité depuis la voie publique.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 20h10.

Le secrétaire de séance

M. Philippe BOISBOURDIN